



Lettre d'information de votre Conseillère Régionale

**Les Nouvelles de la Région
Juin 2009 – N°32**



Me contacter : **Astrid Baud-Roche**

astridbaud@hotmail.fr

Conseil Régional
BP 19
69 751 Charbonnières cedex

Mon Blog :
www.astridbaudroche.fr

FaceBook :
Profil : Astrid Baud-Roche

Mes Fonctions Régionales

Membre des Commissions Régionales:

- Transports, déplacements
- Aménagement et animation du territoire, développement durable
- Agriculture, développement rural
- Membre du Bureau du Conseil Régional du Tourisme

Mes Fonctions Municipales

- Adjointe de 2001 à 2007 aux affaires sociales
- Adjointe depuis 2008 au développement économique et à l'emploi.
- Administrateur dans tous les Lycées et CFA de Thonon
- Administrateur de Thonon-Evènement

Mes Fonctions Intercommunales

- Présidente de la Mission Locale du Chablais.
- Membre du Siac et du Sieerte
- Présidente du Symagev
- Administrateur de la SED 74
- Secrétaire de Chablais Léman Développement
- Déléguée à l'ARC pour l'Agglomération Franco-Valdo-Genevoise

Ma Vie Associative

- Présidente de Chablais Insertion
- Vice-Présidente de l'APEL Jeanne d'Arc
Administrateur ECT

Une opposition constructive

Face à une crise financière puis économique sans précédent au niveau mondial, il appartient à chaque Etat de manière coordonnée d'engager les mesures d'accompagnement pour les plus touchés tout en impulsant la dynamique de reprise. Il appartient aux Collectivités locales, au 1er rang desquelles les Régions (qui ont la compétence économique), d'accompagner ces mesures en les complétant, au contact de la réalité des situations, sur chaque territoire, dans chaque bassin d'emplois, auprès de chaque secteur et citoyen concernés.

En cela, la Région doit être anticipatrice, réactive, volontariste ; elle doit faire la preuve d'une grande souplesse. A la lecture du plan de relance N°2 de soutien à l'économie du Conseil Régional, c'est malheureusement une autre réalité qui s'impose à nous. Ce plan se contente d'être suiveur donnant l'impression de s'y reprendre à 2 fois pour impulser ce que notre Groupe avait proposé il y a déjà plus de 6 mois au Budget Prévisionnel 2009 et, à l'automne dernier, sous forme de vœux.

Or, 6 mois, en période de crise : c'est précieux ! Ce sont des emplois préservés, des entreprises aidées, une relance anticipée ! Il y a du mieux puisque Mr Queyranne a repris 80% de nos propositions. Mais il aurait du nous écouter plus tôt.

Contrairement à ce que veut faire croire la Majorité socialiste de la Région, nous ne faisons pas de l'opposition pour s'opposer par principe. Nous faisons une opposition constructive avec des propositions concrètes et réalisables. Dommage que Mr Queyranne accorde peu d'attention et d'écoute à son opposition, préférant la Démocratie Participative à la Démocratie électorale.

**Au niveau national, la Gauche s'oppose pour
s'opposer.**

**Au niveau régional, l'UMP s'oppose pour
construire**

Depuis 2004, Rhône-Alpes : Emprunt + 220%, Dette + 300%

Compte Administratif : des chiffres alarmants

Le Compte Administratif permet de juger de manière objective l'évolution de la situation financière d'une collectivité. Il permet aussi de comparer les intentions, les promesses inscrites dans le budget primitif et les réalisations recensées au Compte Administratif

Sur l'évolution de la situation financière de la Région

- En progression constante depuis 2004, **la charge de la dette est en forte hausse de 2007 à 2008** (+26,7 Millions d'euros soit +28%). Cette charge de la dette grève les dépenses 2008 à hauteur de 124 Millions d'euros réduisant de fait d'autant les capacités de la Région à relancer l'économie régionale.

- **La Région investit proportionnellement de moins en moins pour les rhônalpins depuis 2005.** Le budget d'investissement qui représentait 40% du budget global en 2002 ne représente plus que 32% des dépenses globales en 2008. Comme toujours avec la gauche ce sont les dépenses de fonctionnement, de personnel qui ne cessent d'augmenter.

- Les dépenses d'investissement en faveur des services généraux font l'objet d'un doublement des crédits passant de 31 Millions d'euros en 2007 à 63,8 Millions d'euros en 2008 en raison des travaux du palais régional de Jean Jack QUEYRANNE.

- Dans le même temps, les autres dépenses d'investissement notamment dans les transports ou l'économie, c'est à dire celles au service des rhônalpins, connaissent une réduction globale.

Sur l'exécution budgétaire

On constate des décalages entre les promesses inscrites au budget et les dépenses réellement engagées. **Pour l'économie**, l'écart est de 35 Millions d'euros entre les annonces de Jean Jack QUEYRANNE et ce que la Région a réellement dépensé en 2008. **Pour les transports**, la Région a investi 37 Millions d'euros de moins que promis, **12 Millions d'euros de moins pour l'environnement** et **15 Millions d'euros de moins pour l'aménagement du territoire.**

Pour les services généraux, c'est à dire le personnel, le train de vie de la Région, le Président QUEYRANNE a dépensé en revanche la totalité des crédits votés. On voit bien où sont les priorités de Monsieur QUEYRANNE et de sa majorité : **plus pour le personnel de la Région, plus pour les services généraux, plus d'argent pour construire un nouveau siège, plus d'euros pour rembourser la dette qui ne cesse de gonfler et moins d'investissements en faveur des rhônalpins.**

Le Compte Administratif permet enfin d'apporter un cinglant démenti aux accusations portées la gauche en France et par Jean Jack QUEYRANNE en Rhône-Alpes sur le soi-disant désengagement de l'Etat. Non seulement **les dotations de l'Etat à la Région sont en constante augmentation** passant de 812,2 Millions d'euros en 2005 à 855,2 Millions d'euros en 2009 mais on constate de surcroît que les compétences transférées depuis 2005 sont largement financées par l'Etat et la Taxe sur les carburants (TIPP). Alors que les compétences nouvelles ont représenté 289 Millions d'euros y compris les coûts induits, la Région a perçu de l'Etat et par l'intermédiaire de la TIPP la somme de 325 Millions d'euros. Ces chiffres ne sont pas discutables. Les transferts par l'Etat de nouvelles compétences aux Régions, n'ont pas fait perdre à Rhône-Alpes de l'argent, bien au contraire. Dès lors, les hausses imposées aux Rhônalpins depuis 2004, des Taxes Foncières (+24%), des cartes grises (+54%)...relèvent de la seule responsabilité de Monsieur QUEYRANNE et de sa majorité !

Un plan de relance « Coucou »

Le Plan de Relance N°2 du Conseil Régional relève avec plus de 6 mois de retard de la politique du coucou, ou Mr Queyranne se contente de piocher à l'UMP les idées faites en janvier dernier lors du débat du budget. Le rapporteur pour l'UMP sur ce dossier, était Xavier Dullin de Savoie. **La discussion des amendements m'a été confiée.**

Ci-dessous, le tableau démontre clairement ce que proposait l'UMP en janvier dernier, ensuite ce que l'exécutif avait proposé, pour enfin rectifier le tir dans le plan de relance N°2. Les seules propositions qui n'ont pas été reprises concernent l'aide à l'hôtellerie et le plan économie d'énergie dans les lycées privés.

B.P. 2009	UMP janvier	Exécutif janvier	Plan relance Juin
Lycées privés 6 mois de perdus pour des raisons idéologiques	+ 2 M €	0 M €	+ 2 M €
CFA – Investissements 6 mois de perdus pour des raisons idéologiques	+ 1 M €	0 M €	+ 1 M €
Prévention risques 9 mois de perdus ! Chacun se souviendra du manque de réactivité sur la Maurienne !	+ 1 M €		1 M €
Infrastructures ferroviaires 6 mois de perdus !	+ 4 M €		+ 3,2 M €
Economie	+ 20 M €		+ 4,4 M €
Innover pour l'emploi Du temps perdu ! 6 mois de retard !	+ 300 K €		+ 1700 K €
Soutien agriculture C'est mieux ! C'est tard ! C'est insuffisant !	+ 500 K €		+ 200 K €
Production agri on délaisse l'agriculture, est-ce le signe d'une vision urbaine de la Région ?	+ 500 K €	- 300 K €	+ 500 K €
Formation Apprentissage : aide aux employeurs d'apprentis	+ 9 M €		+ 6 M €
Bourse d'équipement professionnel Jeunes	+ 2 M €		+ 1,6 M €

Cette absence de réactivité est le propre de la lourdeur administrative que Mr Queyranne a érigée lors de ce mandat. Elle est le fait aussi d'une majorité hétéroclite qui, au lieu d'agir, essaie de se mettre d'accord. Il nous faut passer du statut de soutien à celui d'anticipateur et d'accompagnateur.

Aussi, il serait honnête de la part de Mr Queyranne de reconnaître que le 2ème plan de relance régional n'est rendu possible que grâce au concours de l'Etat. En effet, sur les 73 M € du plan de soutien, 53 M € proviennent du FCTVA, mesure d'incitation à l'investissement impulsé par l'Etat. Les garanties de nos emprunts par l'Etat en sont également la démonstration.

Avec 6 mois de retard la Gauche reprend 80% de nos propositions

La vérité sur le vœu du PS sur désenclavement

En Juin, en Séance Plénière, mon collègue du PS, Jean-Paul Moille présentait un vœu pour le désenclavement du Chablais. Une manipulation politique pour répondre à mon vœu du mois de janvier, pour lequel toute la majorité régionale (PS,PC,PRG,VERT,PGA) avait voté contre. La gauche pris à défaut sur ce sujet, très mal à l'aise, veut tenter de récupérer le dossier. **Alors que sincèrement ce style de projet devrait dépasser les clivages politiques.** Suite à l'intervention de Jean-Paul Moille, en tant que porte parole de l'UMP sur les dossiers transport, je me suis permise de faire le point sur certains dossiers énoncés afin de rétablir quelques vérités (qui dérangent ?). Voici mon intervention...telle qu'elle a été enregistrée.

« Mr le Président, je constate que l'air du Chablais vous fait du bien. Je me souviens qu'en Janvier dernier, lorsque le groupe UMP présentait un vœu sur le désenclavement du Chablais, on nous a accusé de faire du localisme et qu'il était honteux d'avoir une telle attitude. Je me souviens enfin que vous aviez rejeté toutes nos propositions en bloc, sans aucune volonté de les modifier, ou de les amender. Si je faisais du localisme, je me demande ce que vous faites ici....peut être de l'électorisme. Je tiens à apporter quelques éléments et compléments sur votre argumentaire. Vous nous expliquez tous ce que vous avez fait depuis 2004 pour le Chablais.

Pour le Fer :

- vous évoquez l'offre TER qui a augmenté de 30%. Vous oubliez juste de préciser, qu'en fait vous avez supprimé deux trains il y a 2 ans, et que l'augmentation d'offre TER est du exclusivement à la mise en place de Car TER. Il n'y a jamais eu autant de car sur les routes du Chablais depuis que les verts sont au pouvoir. C'est un comble.

- Vous évoquez les diverses études, mais pour être honnête il nous faudrait dire aussi que la Haute-Savoie du Nord est encore très en retard dans le cadre du CPER et de son chapitre sur le Sillon Alpin.

- Vous évoquez le CEVA. Qui est un projet formidable. Mais vous oubliez de dire que la Confédération attend des éléments techniques du Conseil régional pour envisager un co-financement Suisse sur la branche Chablais dans la tranche 1.

Si on peut reconnaître que des choses sont faites, on ne peut pas se satisfaire de la situation actuelle du TER en Chablais.

Pour le Lacustre :

On notera au préalable que le bus lacustre, au départ de Thonon c'est 600 passagers par jour. Vous évoquez votre intervention dans le cadre du CDRA et dans le cadre d'une aide au démarrage. Alors l'histoire n'est pas tout à fait celle-là. Les navettes lacustres existaient depuis 3 ans quand vous êtes intervenu pour la première fois. Il y a eu une première convention, en 2004 pour 3 ans. Convention entre la CGN, opérateur, les communes de Thonon, Evian, et la CCBC et Conseil Général 74....qui ont financé les navettes pour 660 000 euros. Le but étant bien entendu de diminuer le tarif du ticket transport des usagers.

En 2007, il y a une 2^{ème} convention. Avec l'arrivée de la Région via le CDRA. Le CDRA était une porte d'entrée pour ce dispositif, dans l'attente d'un financement sur les lignes directes de la Région au titre des transports. La logique était en 2007, de dire, comme il y a des Cars pour les TER, on peut envisager des Bateaux pour les TER. C'est d'ailleurs pour cela, que le groupe UMP avait demandé que les navettes fluviales et lacustres soient prises en compte dans le Schéma régional des transports voté en 2007.

Pour clore ce chapitre sur le lacustre : Si je lis entre les lignes vous nous expliquez que vous ne financerez pas ce style de Transports en Commun, qui pourrait pourtant être considéré comme un TER. Vous le fait pour les cars, je ne vois pas pourquoi vous ne le feriez pas pour les bateaux.

Pour le Très Haut Débit :

Nous concevons, comme vous, que la pertinence du projet au niveau départemental est la meilleure. Mais on note cependant que la masse crédible commercialement est atteinte avec le Genevois et le Chablais. Un potentiel de 280 000 habitants. On comprend aussi que la Région vienne en accompagnement. Mais nous pensons que la Région doit avoir un peu d'humilité, et reconnaître que sur un projet de 30 millions, elle se propose de mettre 6% et sous condition. Nous défendons aussi le fait

que la Région peut très bien accompagner le THD si il doit se faire uniquement en Chablais et Genevois.

Pour le routier :

Vous convenez comme nous, que le Chablais doit être doté de routes supplémentaires. Vous l'avez clairement déclaré à Thonon en mars dernier. Vous dites aussi que la Région n'a pas à intervenir politiquement, ni financièrement. Le groupe UMP, ceci ne vous étonnera pas, pense le contraire. Au titre de l'aménagement du territoire le Conseil régional peut très bien intervenir sur un grand projet structurant qui est un axe international, et non pas départemental comme vous tentez de nous le faire croire. Mais c'est votre choix politique. Et vous devez assumer le fait que vous vous désengagez d'un moyen de transport qui concerne plus de 80% des flux.

Vous nous dites aussi, que la Région a déjà assez fait avec le contournement de Thonon. Mais vous oubliez de dire, que fort heureusement que les engagements ont été pris dans la mandature précédente. Par Madame Comparini. Sinon on aurait rien eu !!!! Probablement.

Comme vous ne dites pas que :

- les 25 millions mis sur le contournement, ont été pris sur l'enveloppe de la Région pour le CPER 2000-2006, désenclavement du Chablais. Une enveloppe qui était de 34 millions. En 2004, dès votre élection, vous avez annoncé que vous vous retiriez du projet de désenclavement routier du Chablais, parce que vous êtes contre la route. Du même coup, le Chablais a vu s'envoler 9 millions d'euros, soit plus de 12 millions valeur 2009 que vous nous avez piqué.

Pour ce qui est du gras du vœu, sur lequel nous devons voter. Je souhaite apporter quelques améliorations.

Pour le deuxième point sur la route. J'espère que le PDMI prendra en compte notre projet de désenclavement routier. Nous le saurons bientôt. Mais nous ne devons pas oublier les 12 millions régionaux qui se sont envolés !!!! **Je vous demande donc d'ajouter : « la région s'engagera aux coté des acteurs locaux, et de l'état pour le désenclavement routier du chablais »**

Pour le troisième point sur le THD. Je souhaite que vous formuliez les choses autrement : je propose la rédaction suivante : **« la Région soutiendra financièrement le Siac et le Simbal (les CDRA concernés) dans leur projet de couverture numérique du Genevois et du Chablais, que le déploiement soit ou non départemental »**

Enfin nous demandons l'ajout d'un 4^{ème} point sur le lacustre :

nous vous proposons d'ajouter dans votre vœu : **« La Région soucieuse de développer tous les transports en commun, accompagnera le Siac et les collectivités dans la pérennisation des navettes lacustres qui desservent les côtes françaises, transport en commun à part entière et indispensable dans le Chablais. »**

Au cours du débat qui a suivi (qui a duré une heure tout de même) le Président Queyranne a accepté de prendre en compte ma remarque sur le THD, et s'engage à accompagner les CDDRA des Chablais et Genevois sur un projet spécifique, sans obligation d'une couverture départemental. Le Président Queyranne acceptera aussi d'intégrer le désenclavement lacustre, ce qui permettra je l'espère des co-financements en ligne directe pour les Navibus.

Par contre pour ce qui est de la route, la Région ne veut pas changer son fusil d'épaule et rejette tous co-financement même si le projet concerne un bassin de 150 000 personnes totalement asphyxiées par la situation actuelle.

Pour cette raison, j'ai demandé que le groupe UMP s'abstienne sur ce vœu. Je pense sincèrement que l'on ne doit pas lâcher sur ce dossier. Le désenclavement routier du Chablais est trop important pour ne concerner qu'un seul partenaire, à savoir l'Etat. Je plaide pour un tour de table financier. D'autant plus que je rappelle qu'il nous est impossible de faire appel à un opérateur privé, puisqu'une décision de justice du Conseil d'Etat, suite à un recours des Verts, interdit toute possibilité d'autoroute à péage sur ce tronçon.

Baromètre du Siège

Ça monte, ça monte...



En 2009, le Conseil Régional prévoit une dépense de 38 millions d'euros. Au début il devait coûter 96 millions d'euros HT. Nous en sommes à 124 millions HT, + 11 millions HT de foncier + 600 000 de dépollution.

La Gauche vient de voter un surplus de 3 millions pour les Espaces Verts, la surveillance du chantier, un avenant au marché de maîtrise d'œuvre et de coordination, et la construction d'un bâtiment de stockage. Tout ceci Hors taxe ! Jean-Jack Queyranne dans la presse reconnaît en juin 2009 un dépassement de 50 millions !

Déplacement dans le Rhône

Dans un contexte international difficile, nous avons voulu manifester notre soutien à tous ceux qui participent au développement économique de notre Région. Durant une matinée, à l'aéroport de Bron, nous avons rencontré et échangé avec 6 chefs d'entreprises. Nous avons longuement évoqué leurs difficultés mais aussi leurs attentes quant à la formation, au marché et aux aides et soutiens



Groupe UMP Rhône-Alpes
☎ 04 72 59 42 43

Une fois de plus Rhône-Alpes en vedette dans la Presse Nationale



Des élus saisis de la folie des grandeurs

Florilège d'ambitueuses réalisations toujours plus chères que prévu.

Le «Palais» des Rhône-Alpins

Cher et clinquant : le nouveau siège de la région Rhône-Alpes est déjà surnommé « le Palais » par l'UMP. Au départ, les élus étaient unanimes : il fallait un bâtiment pour accueillir les 1200 agents régionaux qui se pressent dans des préfabriqués autour du siège actuel. En 2005, le nouveau quartier de la Confluence, sur la presqu'île de Lyon, est choisi pour qu'y soit construit le bâtiment dessiné par l'architecte Christian de Portzamparc. Le projet est estimé à 96 millions d'euros, mais la facture gonfle pour s'établir à 123,8 millions (+30%) en décembre dernier. Seul point que la démesure n'a pas atteint : le parking, qui n'aura que 435 places, pour 1200 agents, sans compter les délégations des départements qui viennent régulièrement en réunion.



Christian de Portzamparc présente le futur siège de la région Rhône-Alpes. L'architecte dévoile son projet en février 2007. Coût estimé : 96 millions d'euros. Il en vaut 28 de plus en décembre 2008.

Rhône-Alpes, toujours plus loin

▼ En Rhône-Alpes, on joue à fond la décentralisation. Jean-Philippe Bayon, vice-président délégué à la solidarité internationale et à la coopération décentralisée, voyage beaucoup. En novembre dernier, il s'est rendu au Congo-Brazzaville, au Sénégal et au Vietnam. En décembre, au Burkina Faso et au Maroc. En janvier au Laos, en février au Mali, en mars en Turquie, au Burkina-Faso et en Tunisie. « Il voyage en classe éco », précise la région, sans donner aucune indication sur le coût et les retombées de ces déplacements.



Le Vert Jean-Philippe Bayon avec le président malien Touré. Si l'élus voyage beaucoup, il sait aussi recevoir.

Réforme des collectivités

Dans le cadre des consultations sur la réforme des collectivités territoriales, les conseillers régionaux UMP ont rencontré le Président du Sénat, Gérard Larcher. Nous avons longuement échangé sur l'intérêt d'une telle réforme: rendre nos territoires plus compétitifs, capables de rebondir en sortie de crise par la simplification et la clarification des compétences et des financements. Gérard Larcher nous a éclairé sur le débat concernant les Metropoles et sur les couples: Communes/Interco et Département/Région



Rencontre avec le Syndicat de la Boucherie, charcuterie, traiteur

A l'occasion du Sirha à Lyon, nous avons rencontré et échangé avec le syndicat de la Boucherie, Charcuterie et Traiteurs du Rhône. L'occasion de faire le point sur ces professions, sur le marché, sur l'évolution des consommateurs.

